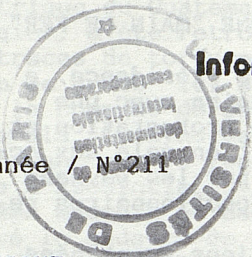


ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



Informations du Guatemala

5° année / N°211

Du 6 au 12 mars 1987

POLITIQUE

LE GOUVERNEMENT PROMET QU'IL AGIRA AVEC UNE "MAIN DE FER"
POURQUOI COMMETTRIONS NOUS DES ASSASSINATS POLITIQUES?
DEMANDE CEREZO
LES CONDITIONS REQUISES POUR L'AMNISTIE SONT ABSENTES
UN SYNDICALISTE ET UN ETUDIANT ENLEVES ET ASSASSINES
VIOLENCE CONTRE LES SYNDICATS
SELON LE PSD, LES ESCADRONS DE LA MORT REAPPARAISSENT
DES PAYSANS DEPLACES PAR L'ARMÉE
DES MILITAIRES MENACENT LES "PRINCIPALES"
DES CITOYENS MEXICAINS TUES PAR LA POLICE
SEQUESTREE SIX ANS DANS UNE CASERNE MILITAIRE
LE FBI ENTRAINE LA POLICE GUATEMALTEQUE
UNE LOI FAVORABLE AUX MILITAIRES EST APPROUVEE
DES JURISTES EXIGENT LE RESPECT DES LOIS INTERNATIONALES
DES ECONOMISTES RECOMMANDENT LA REFORME AGRAIRE
UNE VISITE DE HABIB A CEREZO

ECONOMIE

LA CHUTE DU CAFE ESTIMEE A 200 MILLIONS DE DOLLARS

INSURRECTION

L'EGP PROVOQUE DE NOMBREUSES PERTES DANS LES RANGS DE L'ARMÉE

SITUATION SOCIALE

UN COMMERCE ILLÉGAL D'ENFANTS EST DECOUVERT

DROITS DE L'HOMME

ASSASSINAT D'UN PAYSAN ET PERQUISITION DE DOMICILE
UN SEQUESTRE A ETE LIBERE

REFUGIES

LES REFUGIES DEMANDENT DES GARANTIES

4° P. 12315

POLITIQUE

LE GOUVERNEMENT PROMET QU'IL AGIRA AVEC UNE "MAIN DE FER"

Le 4 mars, Alfonso Cabrera, ministre de la Présidence, a déclaré que le président Vinicio Cerezo agira avec une "main de fer" contre les mobilisations de protestation et les actions revendicatives. Il se référerait en cela aux occupations pacifiques de terres en friche par les paysans dépossédés et aux grèves croissantes de fonctionnaires revendiquant des améliorations salariales.

Selon le haut fonctionnaire, "les occupations spontanées représentent un piège mortel", et il a signalé que le gouvernement démocrate-chrétien ne va pas les permettre; bien qu'elles soient l'expression de droits légitimes.

POURQUOI COMMETTRIONS NOUS DES ASSASSINATS POLITIQUES? DEMANDE CEREZO

"Pourquoi commettrions nous des assassinats politiques contre ceux qui ne font même pas de politique?", s'est demandé le président Vinicio Cerezo, face à un groupe de journalistes venus l'interviewer, le 5 mars, au Palais présidentiel à propos de la grave situation de violence que vit le pays et des dénonciations faites sur cette question par des organismes et institutions tels que le Groupe d'appui mutuel (GAM), l'Eglise catholique et les syndicats.

A propos de l'accusation portée par des groupes de réfugiés sur l'obligation qu'impose l'armée guatémaltèque de demander l'amnistie gouvernementale, Cerezo a déclaré que le fait de dire si l'on a participé ou non à l'insurrection est "volontaire; et il a ajouté que les réfugiés qui souhaitent retourner au Mexique "peuvent le faire car rester dans le pays est un acte volontaire".

LES CONDITIONS REQUISES POUR L'AMNISTIE SONT ABSENTES

Juan de Dios Martinez, gouverneur du département d'Alta Verapaz, a déclaré le 4 mars que les conditions requises pour que les milliers d'opposants politiques et de réfugiés profitent de l'amnistie décrétée par le gouvernement démocrate-chrétien sont absentes.

Le haut fonctionnaire a expliqué qu'il "est difficile" que des milliers de guatémaltèques acceptent l'amnistie car "les conditions satisfaisantes pour cela n'existent pas", et il a ajouté que la situation de violence continuait dans le pays.

UN SYNDICALISTE ET UN ETUDIANT ENLEVES ET ASSASSINES

Mánuel de Jesús Lopez Morales, travailleur de l'entreprise

électrique du Guatemala et membre du syndicat "Lumière et Energie", a été retrouvé mort le 8 mars. Le corps portait des traces de tortures, les mains étaient amputées et le "coup de grâce" lui avait été porté. Il a été découvert dans la commune de Santa Elena Barillas, département de Guatemala. Le syndicaliste avait été enlevé quatre jours auparavant sur la route qui conduit de la capitale à la ville d'Escuintla.

Au même endroit et dans de semblables conditions a été retrouvé le cadavre de José Erick Calderon Figueroa, étudiant à la faculté de Droit de l'université Rafael Landivar, qui avait été également enlevé dans un quartier de la capitale.

VIOLENCE CONTRE LES SYNDICATS

Selon une dénonciation faite le 8 mars, le porte-parole du Syndicat des travailleurs de la direction générale des postes et télégraphes, Jonathan Sanchez, a été agressé par trois hommes armés qui, après l'avoir frappé, lui ont volé des documents internes de l'organisation syndicale. Par ailleurs, la Confédération d'unité syndicale du Guatemala (CUSG) a porté plainte pour l'un de ses membres, Ricardo Bonilla, qui est continuellement harcelé depuis ces derniers jours par un groupe d'inconnus qui le menacent de mort, par des appels téléphoniques anonymes, s'il ne cesse pas son activité syndicale.

SELON LE PSD, LES ESCADRONS DE LA MORT REAPPARAISSENT

Le 4 mars, Mario Solorzano, secrétaire général du Parti socialiste démocratique (PSD), a déclaré que la forme que prenait actuellement la répression était la même que celle utilisée par le passé, et que l'impunité dont bénéficient ceux qui commettent les actes de violence laisse croire que les "escadrons de la mort" réapparaissent.

Cette déclaration a été faite par le dirigeant politique lors de la réunion du groupe de députés indépendants réalisée afin d'analyser la situation de violence. Martinez s'est exprimé sur "la possible réapparition de groupes paramilitaires, capables d'agir à nouveau".

DES PAYSANS DEPLACES PAR L'ARMEE

La presse a fait savoir le 8 mars qu'un total de 215 paysans qui se trouvaient réfugiés dans les bâtiments religieux de l'ancien hôpital de Coban, préfecture du département d'Alta Verapaz, ont été conduits par l'armée sur des terres de la propriété Canilla, commune de San Pedro Carcha. Selon ces informations, les familles ont reçu des mini-parcelles et ont été installées sous la protection de l'armée.

L'Eglise a signalé que les 215 paysans avaient trouvé refuge dans l'église de Coban il y a quelques mois, après avoir erré dans les montagnes, plusieurs années, en fuyant la violence de la répression.

DES MILITAIRES MENACENT LES "PRINCIPALES"

Les "principales", membres révéérés et d'une grande importance religieuse et politique de la communauté, de Villa de Cubulco, département de Baja Verapaz, ont porté plainte le 6 mars contre Nemesio Ramos Garcia, responsable militaire local, qui les avait menacés de mort.

L'origine du conflit, selon la plainte, tient dans le fait que le groupe de "principales" s'opposent à l'exploitation économique que le responsable militaire exerce sur les habitants de la communauté.

DES CITOYENS MEXICAINS TUES PAR LA POLICE

Ezequiel et Augusto Ramos, citoyens mexicains de 25 et 14 ans, ont été tués par balles, ainsi qu'un guatémaltèque dont on ignore encore l'identité, au moment où ils traversaient la rivière Suchiate à la frontière entre le Guatemala et le Mexique, a-t-on appris le 8 mars.

Carmen Cruz Robledo Perez, guatémaltèque survivant de la fusillade qui a eu lieu le 7 au matin, a déclaré que c'était des éléments de la garde rurale guatémaltèque qui avaient ouvert le feu sur les victimes au moment où ils arrivaient du côté guatémaltèque.

SEQUESTREE SIX ANS DANS UNE CASERNE MILITAIRE

Le 7 mars, Nineth de Garcia, présidente du GAM, a fait savoir qu'Ana Maria Mejia, "disparue" depuis six ans, était réapparue en vie, mais "défigurée et torturée" et avec un enfant, produit des viols dont elle a été victime dans la caserne militaire où elle a été séquestrée tout ce temps. Madame Mejia a déclaré avoir été gardée dans la caserne de l'armée du village de Chupol, département de Chimaltenango, puis transférée dans un camp de concentration qu'elle n'a pu localiser.

Après avoir fait ces déclarations, Madame Mejia a été à nouveau arrêtée par l'armée et emprisonnée pendant deux jours. A la suite de cette nouvelle captivité, elle a déclaré à la presse qu'elle avait été capturée par la guérilla et qu'elle était satisfaite d'avoir été libérée par les forces armées, tout en reconnaissant avoir vu plusieurs autres personnes emprisonnées dans les installations militaires.

LE FBI ENTRAINE LA POLICE GUATEMALTEQUE

Le Guatemala recevra l'équivalent de cinq millions de quetzals en équipement et en assistance technique policière de la part des Etats-Unis, a fait savoir le 5 mars Juan Jose Rodil, ministre de l'Intérieur. Ce dernier a ajouté que dans le premier semestre de cette année quinze agents de la police nationale se rendront aux Etats-Unis afin de se spécialiser à l'académie du Bureau fédéral d'investigations (FBI).

Le 9 mars, a en outre été ouvert dans la capitale le cours de base d'investigations criminelles, sous les auspices du département de Justice des Etats-Unis et avec la participation du personnel spécialisé du FBI. Cinquante élèves de l'Ecole technique de la police nationale participent à ce cours.

UNE LOI FAVORABLE AUX MILITAIRES EST APPROUVEE

La commission des finances du Congrès de la République s'est prononcée favorablement sur le projet de loi de l'organisme executif signé par le président Cerezo, tendant à créer un fond de réinsertion et d'indemnisation pour les membres de l'armée frappés de déficience physique ou psychiatrique, a-t-on appris officiellement le 4 mars. Ce fond sera constitué grâce à une contribution mensuelle du ministère de la Défense équivalente à un quetzal (environ 34 cents américains) par poste existant dans l'armée, ainsi que par une cotisation égale de chaque membre de cette institution.

DES JURISTES EXIGENT LE RESPECT DES LOIS INTERNATIONALES

Au cours d'une assemblée tenue le 4 mars, les cinq cents participants au douzième Congrès juridique guatémaltèque ont décidé d'exiger du gouvernement du président Cerezo le respect et la reconnaissance de la législation internationale en matière de droits de l'homme. Les congressistes ont adopté cette résolution en réponse à la décision de Cerezo de présenter, au nom du Guatemala, une réserve de fond à l'article 8 de la Convention inter-américaine contre la torture et de refuser sa juridiction pour prévenir et sanctionner ce délit.

DES ECONOMISTES RECOMMANDENT LA REFORME AGRAIRE

La réalisation d'une réforme agraire et l'interdiction d'exporter des articles de luxe sont les deux principales recommandations faites au gouvernement lors du sixième Congrès national des professionnels des sciences économiques. Ce congrès s'est terminé le 27 février, mais ses conclusions n'ont été présentées à la presse locale que le 5 mars.

Les économistes, qui ont réalisé leur rencontre autour du thème "une économie pour le développement du Guatemala", ont conseillé en outre de supprimer l'impôt sur la valeur ajoutée (IVA) et de le remplacer par un impôt direct sur les grosses fortunes.

UNE VISITE DE HABIB A CEREZO

Le 6 mars, l'arrivée au Guatemala de Philip Habib, ambassadeur itinérant de la Maison blanche en Amérique centrale, a coïncidé avec le retour du président Cerezo de sa tournée dans quatre pays d'Amérique latine. Les deux hommes se sont rencontrés pour discuter de thèmes d'intérêt bilatéral. Richard A. Murphy, lieutenant-général de l'Armée de l'air des Etats-Unis, est également arrivé au Guatemala, à une date non-précisée, et a été reçu par les hauts responsables militaires. Il a en outre visité les installations des forces aériennes guatémaltèques et l'école militaire d'aviation, et rencontré le général Hector Gramajo, ministre de la Défense.

ECONOMIE

LA CHUTE DU CAFE ESTIMEE A 200 MILLIONS DE DOLLARS

Eduardo Gonzalez, président de l'Association des exportateurs de café de la chambre de commerce, a annoncé le 4 mars que la chute du cours international du café et la réduction de la production interne due au climat ont provoqué pour le Guatemala une perte de 200 millions de dollars pour l'année 87.

Le dirigeant patronal a déclaré que, pour cette année, les autorités guatémaltèques avaient calculé une entrée de devises de 500 millions de dollars grâce à la vente de 3 millions de quintaux (1 quintal = 46 kgs), à un prix de 160 dollars le quintal.

D'autres estimations évaluent cette perte à 60 millions.

INSURRECTION

L'EGP PROVOQUE DE NOMBREUSES PERTES DANS LES RANGS DE L'ARMEE

Selon un communiqué insurgé du 7 mars, les unités de l'Armée guérillera des pauvres (EGP) ont causé 23 pertes aux forces gouvernementales et ont atteint un hélicoptère lors d'actions réalisées les 26 et 27 février aux environs du village de Chajul, département d'El Quiche, au nord-ouest du pays.

Le 28 février, d'autres unités de l'EGP ont occupé pendant cinq heures le village de Nueva Concepcion, proche de la

préfecture de Barillas, département de Huehuetenango, où elles ont réalisé une réunion politique avec plus de cinquante personnes.

SITUATION SOCIALE

UN COMMERCE ILLEGAL D'ENFANTS EST DECOUVERT

Le 4 mars, la police a découvert un réseau clandestin de centres de concentration où se trouvaient au moins 16 enfants d'un mois à deux ans, destinés à être exportés illégalement vers les Etats-Unis pour y être utilisés comme matière première pour la transplantation d'organes.

Le quotidien du matin "Prensa libre" a fait savoir que 12 garçons et 4 fillettes avaient été retrouvés dans trois maisons de la capitale, prêts à être exportés pour des sommes variant entre 20.000 et 30.000 dollars. Dans ce trafic se trouverait impliquée Ofelia Rosal de Gama, prôche de l'ancien chef d'Etat, le général Oscar Mejia Victores. Il s'agit là du second cas de ce genre découvert en moins d'un an.

Selon les informations, 166 enfants guatémaltèques ont été "exportés" entre le 1^o octobre 85 et le 31 mars 86, : 79 aux Etats-Unis, 27 en Belgique, 16 en Italie, 13 au Canada, 12 en Norvège, 8 en Suède, 6 en Allemagne fédérale et 5 en France.

DROITS DE L'HOMME

ASSASSINAT D'UN PAYSAN ET PERQUISITION DE DOMICILE

Luis Fernando Acevedo Paz, paysan de 28 ans, a été assassiné par balles dans une rue de Nuevo Santa Rosa, dans le département de Santa Rosa, a-t-on appris le 5 mars.

Ce même jour, l'information a été donnée qu'un groupe d'individus avait envahi sans ordre judiciaire un domicile de la capitale, et avait attaqué à coups de pierres Jose Ricardo Merino Rios qui, blessé grièvement, a été transporté dans un centre médical.

Par ailleurs, le cadavre de Jose Luis Ramirez, 45 ans, a été retrouvé dans le faubourg "Izpac" du Pueblo Nuevo Vifias, Santa Rosa, ainsi que celui d'un homme non-identifié dans une banlieue de Guatemala.

UN SEQUESTRE A ETE LIBERE

Selon des informations de presse diffusées le 9 mars, le commerçant Carlos Arturo Lopez Chavez, enlevé il y a deux semaines dans la capitale, est réapparu en vie aux alentours de son domicile.

A la mi-février, le Groupe d'appui mutuel (GAM) avait dénoncé l'enlèvement de Lopez Chavez le 17 de ce mois par les occupants d'un véhicule appartenant à la brigade d'investigations spéciales et des narcotiques (BIEN, police politique).

REFUGIES

LES REFUGIES DEMANDENT DES GARANTIES

Le 4 mars, Prospero Penados del Barrio, archevêque de la capitale, a déclaré que les 50 mille guatémaltèques réfugiés en territoire mexicain n'exigeaient que la garantie pour leurs vies, la rétrocession de leurs terres et la protection de l'Eglise catholique. 80% de ces réfugiés sont originaires du département de Huehuetenango, au nord-ouest du pays.

Le prélat a ajouté que ces exigences avaient été présentées par Samuel Ruiz, évêque de San Cristobal de las Casas, Chiapas, Mexique, au président Vinicio Cerezo, au mois de décembre, sans qu'aucune réponse ne lui en soit donnée, puis représentées récemment avec la même fin de non-recevoir.